Une course-poursuite sans fin

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **39 (2002)**

Heft 1523

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1008640

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Une course-poursuite sans fin

Tous les quatre ans, l'Office fédéral de l'environnement et celui de la statistique conjuguent leurs efforts pour radiographier notre environnement. Leur dernier rapport vient de sortir. Au premier abord, le constat est réjouissant.

La qualité de l'air et de l'eau s'améliore; l'efficience écologique fait des progrès: les voitures, les installations de chauffage, comme les procédés industriels, polluent moins. Les législations mises en place et les investissements consentis produisent donc des effets positifs. Mais le prix est lourd. Ainsi en quatre décennies, la collecte des eaux usées et la construction de stations d'épuration nous ont coûté quarante milliards de francs.

Malgré ces efforts considérables, le bilan est loin d'être satisfaisant. La pollution atmosphérique engendre encore des coûts pour la santé estimés à sept milliards par an. La qualité des eaux souterraines laisse à désirer; ces dernières sont contaminées par les produits phytosanitaires utilisés en agriculture et leur libre circulation est entravée par l'emprise croissante des humains sur le sol. Constructions et infrastructures mangent progressivement le territoire. Et le terrain disponible pour la culture et la nature se dégrade sous l'influence des toxiques dont nous le chargeons; ici, la régénération naturelle ne se fait pas.

De nouvelles menaces apparaissent, dont nous ne connaissons pas encore toute l'importance: les champs électromagnétiques, les nouvelles substances chimiques, les manipulations génétiques et surtout les changements climatiques.

Alors que nous tentons de résoudre les problèmes de manière ponctuelle, le rapport met en évidence la complexité de l'environnement et les effets multiples de nos comportements: les véhicules sont maintenant plus «propres», mais la croissance continue du parc automobile et des distances parcourues annihilent les effets des améliorations techniques imaginées. Cette croissance induit un développement du réseau routier qui, à son tour, perturbe le régime des eaux et contribue au rétrécissement du territoire naturel.

Nous trouverons bien sûr de nouvelles solutions techniques à ces problèmes, mais sans une compréhension plus globale de notre environnement, nous sommes condamnés à une course-poursuite sans fin. Pour parvenir à un développement durable, il faudra bien modifier nos comportements. Une tâche autrement plus difficile que de réparer sans cesse et de manière partielle les effets de nos comportements actuels. *jd*

Le rapport sur l'Etat de l'environnement est disponible sur le site de l'OFEFP: www.umwelt-schweiz.ch

Recherche

Les entreprises privées préfèrent l'étranger

La recherche, avec la formation, est le souci proclamé des parlements et gouvernements. Qu'en est-il, en revanche, des dépenses privées, véritable face cachée de l'iceberg puisqu'elles couvrent environ 70% de l'investissement dans la recherche et le développement (R-D) total de la Suisse? Une enquête minutieuse de l'Office fédéral de la statistique (OFS), en collaboration avec *economiesuisse*, permet quelques éclairages.

Il y a environ 400000 entreprises cataloguées au Registre des entreprises et établissements. En éliminant les branches réputées peu friandes d'activités R-D (l'hôtellerie par exemple), en éliminant les micro-entreprises (moins de six personnes), le cadre de sondage s'établit à 30000 sujets. Un échantillonnage aléatoire sur 6299 entreprises aboutit finalement à 602 réponses complètes.

Les dépenses «intra-muros» - dans les laboratoires des entreprises - atteignent 7,7 milliards de francs en 2000, celles «extra-muros» - mandats accordés par les entreprises privées à l'extérieur - atteignent 1,8 milliard de francs, en augmentation réelle de 12% par rapport à 1996. Cette même année, les entreprises suisses ont consacré neuf milliards de francs à la R-D par le biais de leurs filiales à l'étranger. Ce montant est donc supérieur au montant affecté en Suisse, tendance des années quatre-vingt-dix, en hausse de 12% depuis 1996.

Les dépenses extra-muros des entreprises augmentent beaucoup plus rapidement que les dépenses intra-muros (de 76% par rapport à 1996). Cependant, la part du lion de ces dépenses, 1,1 milliard, est affecté à des organismes et entreprises à l'étranger, part qui a doublé en quatre ans alors que la part suisse est restée constante. Les contributions aux Hautes Ecoles ont ainsi diminué. Elles s'élevaient encore à 150 millions en 1996, et se chiffrent à 125 millions en 2000. Que penser de cette tendance au moment où les Hautes Ecoles sont poussées à chercher leur financement ailleurs que dans les caisses publiques? L'enquête est muette sur les causes de cette diminution. On peut avancer néanmoins quelques hypothèses. Elle peut être due à des raisons extra-scientifiques, comme la défiscalisation de la R-D en Suisse. Elle peut être due à la concurrence croissante d'organismes de recherche privés (*research organisations*), dans le domaine des tests cliniques notamment. Elle peut être due à une avance prise par les Hautes Ecoles dans des domaines tels que les technologies de l'information et de la nanotechnologie, devenues temporairement moins «intéressantes» pour une industrie chimique et des machines relativement conservatrice. Mais on ne peut écarter l'hypothèse que les investissements publics importants de nombreux pays, dans les sciences de la vie surtout, ont produit des concurrents redoutables. *ge*

La recherche et le développement dans l'économie privée en Suisse, OFS / economiesuisse, 2000. www.statistik.admin.ch/stat_ch/ber15/r-d/economie_suisse_f.pdf